

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 42 (2005)
Heft: 1649

Artikel: Livre de Simonetta Sommaruga et Rudolf Strahm : par la grâce de la productivité
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1013560>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Par la grâce de la productivité

Le dernier volet de notre série consacrée à *Für eine moderne Schweiz* examine l'analyse de la situation économique du pays proposée par les deux socialistes bernois. Formation et concurrence sont au centre du débat.

La situation helvétique est paradoxale. Notre pays, quelle que soit la conjoncture, connaît un taux de chômage inférieur à celui de la plupart des pays développés et une proportion d'actifs plus élevée, quand bien même son taux de croissance le situe régulièrement en queue de classement. Pour Sommaruga et Strahm, c'est d'abord au système de formation professionnelle que nous devons la relative bonne forme de notre marché du travail. Fondé sur un apprentissage dans les secteurs d'activité où existe un besoin réel de main-d'œuvre, ce système est le mieux à même de faire correspondre l'offre et la demande.

Cet avantage comparatif ne doit pas nous dispenser pour autant de favoriser la création d'emplois. D'autant moins que l'économie moderne connaît de profonds changements. Aujourd'hui, ni le banquier dans la force de l'âge, ni le manoeuvre, ni la jeune diplômée ne peuvent compter sur la garantie de l'emploi. Seule une croissance économique soutenue est à même d'offrir en suffisance des places de travail.

Pas de solution miracle

Les deux auteurs constatent avec regret que le débat sur la croissance est idéologiquement contaminé. A droite, on fustige le poids de la fiscalité et les dépenses de l'Etat. A gauche, on se lamente à propos des phénomènes de rationalisation et de délocalisation, ou l'on rêve d'un taux de croissance durable de 3% sans jamais expliquer comment l'atteindre. Sans parler des économistes de l'école de Bâle, pourfendeurs des droits populaires, accusés d'empêcher les changements indispensables à une revitalisation de l'économie. Aucune de ces explications n'est satisfaisante, même si certaines contiennent une part de vérité.

Certes il est possible de stimuler la conjoncture par le déficit budgétaire. Mais la recette ne vaut que pour le court terme; à longue échéance, l'endettement public ne garantit pas la croissance. Quant à la poli-

tique monétaire, mal conduite, elle entrave la croissance, comme ce fut le cas dans la première moitié des années nonante; mais elle ne peut la stimuler durablement.

Stimuler l'essor des PME

Le débat des années septante sur la croissance zéro n'est plus qu'un souvenir. Car, rappellent les deux socialistes, la lutte contre le chômage, la protection de l'environnement et le financement des dépenses sociales exigent une croissance soutenue. Mais une croissance qui ne se nourrit pas d'une consommation accrue d'énergies non renouvelables et de matières premières.

Alors comment retrouver le chemin de la croissance? A droite, on parie trop exclusivement sur la stimulation de l'offre. Et l'on revendique logiquement une fiscalité allégée, des coûts salariaux plus bas, moins de protection de l'environnement et moins d'Etat. La gauche insiste sur l'encouragement de la demande, donc des salaires plus élevés et des

investissements publics accrus. Or les deux camps oublient un facteur central de la croissance, l'augmentation de la productivité. Il ne faut pas considérer seulement le coût horaire du travail - en Suisse l'un des plus élevés au monde -, mais aussi ce qui est produit durant cette heure.

La productivité dépend bien sûr du capital investi, mais également des compétences de la main-d'œuvre et de la stimulation de la concurrence. Or ces deux mamelles de la croissance - formation et concurrence - sont insuffisamment développées en Suisse. N'attendons pas des grandes sociétés multinationales qu'elles créent beaucoup d'emplois dans notre pays. La globalisation de l'économie les conduit à se développer à l'étranger, près des marchés en expansion. Le véritable moteur de la croissance et de l'emploi, ce sont les petites et moyennes entreprises - 67% de l'emploi. C'est sur elles que doit porter une politique de croissance. *jd*

Les propositions des auteurs

Sommaruga et Strahm indiquent tout d'abord quatre conditions, nécessaires mais pas suffisantes, pour une croissance économique:

- Une politique monétaire de la Banque nationale qui évite l'appréciation du franc par rapport à l'euro et qui, si nécessaire, tolère un taux d'inflation jusqu'à 2,5%, afin de ne pas asphyxier la conjoncture.
- Une politique salariale qui garantit la pleine indexation, le refus de la sous-enchère salariale par le biais du recours à des travailleurs étrangers peu payés ou des baisses de salaire qui éroderaient le pouvoir d'achat.
- Le maintien des dépenses pu-

bliques d'investissement. Si quelques corrections peuvent se révéler positives, une réduction globale de la quote-part fiscale ne constitue pas une mesure de stimulation de la croissance.

- Une intégration plus poussée des femmes dans le marché du travail, en particulier des plus qualifiées.

Ces quatre conditions remplies, il est alors possible de développer quatre stratégies susceptibles de déployer des effets durables et efficaces sur la croissance:

- Un renforcement de la concurrence. Tout d'abord en autorisant les importations parallèles et en

continue en page 5

L'avis de DP

La formation professionnelle est un enjeu d'avenir. Cependant, elle mérite une cure de jouvence. Accompagnée de propositions alternatives pour le travail non qualifié.

L'analyse de Sommaruga et Strahm repose sur une solide analyse économique et une bonne connaissance du terrain, ce qui n'est pas toujours le cas des propositions et positions développées par les partis, de gauche comme de droite. L'importance qu'ils accordent à la formation, en particulier à la formation en lien avec le marché du travail, est justifiée.

Reste que plusieurs points de leur programme méritent approfondissement. En particulier la formation professionnelle. Si cette spécificité helvétique mérite d'être sauvegardée, elle a besoin d'une sérieuse réforme - formation scolaire des apprentis parfois inadaptée et encadrement insuffisant - et de mesures incitatives nouvelles: comment convaincre les entreprises d'offrir suffisamment de places d'apprentissage et de ne pas se contenter de profiter de la main-d'œuvre formée par d'autres?

S'il est vrai que la croissance de l'économie helvétique et sa position dans la concurrence internationale exigent des personnes de mieux en mieux formées, l'ensemble de la population, pour diverses raisons, ne pourra répondre à cette exigence. Pour ces emplois non spécialisés, il faut imaginer des solutions: par exemple un salaire minimum et dans les cas extrêmes un complément de revenu par l'Etat (cf. DP 1648, *Travailleurs auxiliaires*).

Enfin si les auteurs ne veulent pas mettre en péril le service public - limitation au principe de la concurrence - encore faut-il préciser les critères qui permettent de définir ce service. Entre une droite grisée par le mirage du marché et une gauche crispée sur la défense des acquis, il y a place pour une réflexion que nos deux réformateurs n'entreprennent pas. *jd*

interdisant les accords verticaux entre fournisseurs et distributeurs. Puis sur le marché intérieur, encore trop cloisonné et protégé, dans la mesure où le service public n'est pas mis en danger. Les auteurs préconisent par exemple une uniformisation des normes de construction.

- Une augmentation de 30% des dépenses de formation et de recherche durant la prochaine décennie. Il s'agit en particulier de financer plus généreusement la réforme de la formation professionnelle, les Hautes écoles spécialisées, ainsi que les nouvelles technologies.
- Un accès facilité au crédit pour les PME et la création d'entreprise.
- A plus long terme, une limitation des cotisations au 2^e pilier - par

exemple en fixant un plafond à 150 000 francs de salaire assuré - qui érodent le pouvoir d'achat et pèsent négativement sur la croissance interne par exportation du capital. Parallèlement le premier pilier de l'AVS doit être renforcé.

Ces conditions cadre et ces stratégies ne constituent pas un bouleversement politique. Elles pourraient faire l'objet d'un pacte pour la croissance entre les réformateurs des partis bourgeois et les socialistes. Pour autant que chacun des camps renonce à la guerre de tranchées stérile qui voit s'opposer, d'une part, les partisans de la baisse systématique de la fiscalité et des dépenses publiques et, de l'autre, les adversaires de la concurrence et tenants de programmes conjoncturels financés par l'endettement. ■

La destruction créative du seco

Les entreprises n'ont pas, semble-t-il, de difficulté sur le marché de l'Union européenne. En revanche, la Suisse devrait unilatéralement éliminer tous les obstacles à l'activité des entreprises étrangères sur son sol. Une concurrence accrue augmenterait l'efficacité des secteurs encore trop orientés sur un marché intérieur protégé. Le secteur des services dont l'importance va croissante doit tout particulièrement gagner en efficacité par l'ouverture à la concurrence et la déréglementation étatique. Pour le seco, aucun secteur ne devrait échapper à ce vent libéral: l'agriculture et les services postaux bien sûr, mais aussi la santé et l'éducation.

Cette liste, non exhaustive, publiée sans commentaire sur le site du seco est surprenante. Elle est en parfaite contradiction avec les engagements pris par Joseph Deiss et ses hauts fonctionnaires qui excluent la santé et l'enseignement public des négociations sur la libéralisation des services à l'OMC.

Les interventions de l'Etat pour le soutien aux régions économiquement menacées ne convainquent pas le seco. Les effets de l'arrêté Bonny, que Berne entend démanteler, seraient proches de zéro. Les efforts de promotion économique des cantons ne sont pas épargnés, eux non plus, par ce scepticisme. Les cantons menant une politique volontariste n'enregistrent pas de performances mesurables de leur taux de croissance.

Pas de miracle donc. Mais l'étude ne se demande pas quel aurait été le recul de l'économie neuchâteloise si, réveillé par la crise horlogère, le canton n'avait pas mené une vigoureuse politique de repeuplement industriel. *at*